

L'avenir des ex-Ford reste incertain

ÉCONOMIE L'usine est fermée depuis le 30 septembre. Sur près de 850 employés, 360 sont toujours en attente d'un reclassement



Denis Lherm
d.lherm@sudouest.fr

On a retrouvé le Philippe Poutou de la campagne présidentielle de 2017 pour le NPA, hier, sur le plateau de TV7. Emporté, en colère, vindicatif, insatisfait... Seul le sujet était différent. Il s'agissait de faire le point après la fermeture de l'usine. La production de boîtes de vitesses automatiques s'est définitivement arrêtée le 24 juillet, l'usine est fermée depuis le 30 septembre. Sur le plateau de TV7, outre Philippe Poutou, plusieurs responsables se sont repenchés sur le douloureux dossier Ford. Francis Wilsius, ex-employé chez Ford, aujourd'hui conseiller régional (PRG) chargé de la restructuration, Nicolas Florian, maire LR de Bordeaux, vice-président de la Métropole chargé de l'économie, le député LREM Benoit Simian et Élisabeth Franco-Millet, directrice régionale adjointe de la Direccte (direction des entreprises et de la concurrence).

359 ex-Ford sans solution

Après l'annonce du départ de Ford, en février 2018, où en est-on ? Pour Philippe Poutou, le plus virulent des débatteurs sur TV7, c'est « une catastrophe économique, humaine et sociale. Il y a la gravité des suppressions d'emploi, mais aussi l'impact sur le commerce, les 2 000 emplois induits. Et il y a aussi l'usine voisine de Getrag, qui est elle aussi menacée, car elle n'a que Ford comme client ». Les autres intervenants ne partagent pas le pessimisme du syndicaliste. Francis Wilsius a, par exemple, insisté sur les formations qui vont être mises en place pour les reclassés de Ford. L'une d'elles est d'ailleurs pilotée par Keolis, l'exploitant du réseau TBM de tram et



Philippe Poutou, Francis Wilsius, Elizabeth Franco-Millet, Benoit Simian et Nicolas Florian sur le plateau de TV7. PHOTO TH. DAVID

bus de Bordeaux Métropole. Plusieurs ex-employés de Ford deviendront bientôt conducteurs chez Keolis. Mais Francis Wilsius reconnaît que, pour ceux qui ont plus de 50 ans, les perspectives sont difficiles. L'usine comptait 849 salariés au moment de l'arrêt de la production. 248 d'entre eux sont partis en préretraite, une soixantaine ont retrouvé du travail ailleurs, mais 27 seulement sont en CDI. Et surtout, 359 salariés sont encore en attente d'une solution de reclassement. La casse sociale dont parle Philippe Poutou n'est pas une vue de l'esprit. Ce dernier a vivement pris à partie les invités sur le plateau. Il leur reproche de ne pas avoir contraint Ford à rester, ou de ne pas avoir creusé la piste de la nationalisation temporaire un temps évoquée par le ministre Bruno Le Maire. « J'ai un sentiment de colère d'avoir été abandonnés ».

Pour la Direccte, Élisabeth Franco-Millet, il faut tenir compte de la

convention signée entre l'État et Ford, assortie d'une enveloppe de 18 millions d'euros dédiée à la revitalisation du site. Les collectivités envisagent aussi de remettre la main sur une partie du site de Blanquefort, via la préemption. Nicolas Florian a insisté sur l'importance de réindustrialisation, dans deux directions : identifier les secteurs industriels en recherche d'employés et bâtir un projet en lien avec le fleuve, via le port de Grattequina (Blanquefort). Enfin, Benoit Simian a voulu relever une note positive, contredisant Poutou : « Getrag va investir 18 millions d'euros en 2020, c'est du concret. Il faut aussi creuser les pistes de la logistique du vin et des piles à hydrogène. » Des projets prometteurs, selon lui, qui pourraient utiliser le site désormais sans activité.

L'émission est diffusée ce mardi à 19 heures.